

LA CONJONCTURE VUE PAR LES ADHÉRENTS DU MEDEF

- Les fédérations professionnelles adhérentes du MEDEF qui ont participé à cette note de conjoncture témoignent de situations conjoncturelles très variables pour 2019, avec un mouvement global de convergence vers une croissance plus molle pour 2020, ce qui est conforme au consensus des prévisions macroéconomiques d'un ralentissement du PIB autour de +1,1 à +1,2 % de croissance pour les années à venir après +1,3 % en 2019 :
 - 2019 était marquée par des situations très variables entre d'un côté la croissance à deux chiffres des travaux publics en année pré-électorale et de l'autre la forte baisse de l'activité d'intérim après plusieurs années de hausse ; certains secteurs ont surpris par leur résilience comme la chimie qui s'est un peu redressée, le bâtiment qui a ralenti moins qu'attendu ou encore l'industrie qui a freiné moins fortement qu'ailleurs en Europe ; plusieurs secteurs étaient aussi en baisse modérée en 2019 comme l'agroalimentaire, la distribution, le textile ou encore le transport routier ;
 - pour 2020, les secteurs qui étaient plutôt dynamiques en 2019 devraient ralentir, notamment l'industrie qui serait effectivement touchée par le ralentissement international, les travaux publics, le bâtiment et les secteurs liés comme les matériaux de construction ; aucun secteur ne montre des signes avancés de franche accélération, plusieurs maintiendront une croissance modeste (banque, assurance), certains se situant néanmoins sur un rythme plus dynamique (conseil, ingénierie, numérique, évènementiel).
- Derrière ce ralentissement de la croissance, le diagnostic macroéconomique est celui d'un changement de moteur de croissance : le moteur de l'investissement des entreprises ralentirait et laisserait la place à celui de la consommation des ménages, à condition qu'ils puissent dans leur épargne dont le taux est au plus haut depuis 2012 (à 15 % de leur revenu disponible brut) :
 - ces dernières années, les entreprises ont tiré la croissance et l'emploi par leurs investissements, en puisant notamment dans la trésorerie apportée par le CICE et le Pacte de responsabilité. Cet effet d'accélération a joué à plein en 2019 avec la bascule CICE : l'investissement a crû de +4 % et +280 000 emplois nets ont été créés dans le privé alors que la croissance du PIB était de seulement +1,3 %. Aujourd'hui les marges des entreprises se

sont érodées et sont repassées sous leur moyenne de longue période. En conséquence, les entreprises devraient freiner les embauches et les investissements en 2020. De +280 000 en 2019, les créations nettes d'emplois privés devraient tomber autour de +80 000 en 2021.

- les prévisionnistes de la place comptent pour soutenir la croissance sur une accélération de la consommation, qui résulterait de la forte hausse de pouvoir d'achat apportée par les entreprises et les mesures du gouvernement et jusqu'à présent épargnée.

- **Plusieurs « bonnes surprises » pourraient relever la croissance** : les effets des réformes structurelles récentes améliorant le fonctionnement du marché du travail, les compétences et la fiscalité du capital pourraient apporter quelques dixièmes de point de croissance ; avec l'amélioration de la compétitivité coûт la France devrait mieux tirer parti de la croissance mondiale (de l'ordre de +3 %) ; des ménages qui pourraient consommer plus qu'attendu, et des entreprises qui pourraient choisir de réduire encore leurs marges pour investir et recruter comme certains secteurs le faisaient déjà en 2019.

- **Du côté des points de vigilance**, notons les effets de l'application des nouvelles réglementations financières sur le financement de l'économie notamment via le crédit, la montée des coûts associés à la faiblesse des taux d'intérêt et le risque d'atteindre un point de rupture économique ou politique, la recomposition des chaînes de valeur mondiales et les heurts liés à la transition écologique, qui touchent en premier lieu l'automobile, mais qui pourraient concerner d'autres secteurs.

- En arrière-plan, les tensions géopolitiques à l'international, le Brexit, l'instabilité gouvernementale de plusieurs pays européens et les nouveaux risques climatiques et cyber restent des facteurs d'incertitude.

- Au niveau macroéconomique, l'impact des mouvements sociaux dépendra de sa durée, sur la base des chiffrages passés il devrait retirer moins de 0,1 point de croissance pour 2020 ; au niveau microéconomique, l'impact est très fort pour quelques secteurs (distribution, hôtellerie-restauration, transports et logistiques) qui ont déjà été touchés par le mouvement des « gilets jaunes » en 2018.

- Enfin, les économistes font généralement le pari que la consommation accélérerait après les gains de pouvoir d'achat de ces derniers trimestres, mais les changements de comportement de consommation que les adhérents du MEDEF observent sur leurs marchés font que cette accélération pourrait être moins marquée que par le passé.

INDUSTRIE

UNION DES INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE

- **L'activité manufacturière a légèrement progressé en 2019**, contrairement à d'autres grands pays d'Europe comme l'Allemagne qui traverse une sévère récession industrielle. Grâce à un acquis favorable à la fin 2018 et une légère hausse en début d'année, **la production industrielle enregistrait ainsi une hausse de +0,2 % en 2019**, après +0,6 % en 2018. A titre de comparaison, l'Allemagne subirait une contraction de son activité de l'ordre de -3,5 % (annulant de fait la hausse intervenue en 2017 et 2018) et l'Italie et le Royaume-Uni de -0,5 %.
- Les carnets de commandes se sont érodés dans l'année à mesure que la conjoncture mondiale se dégradait, mais ils sont demeurés supérieurs à la normale. Si les volumes produits sont à présent orientés à la baisse, **les créations d'entreprises ont atteint un pic** : + 31 600 sur les dix premiers mois de l'année 2019 dans l'industrie (+ 24 100 sur la même période en 2018 et + 26 200 en moyenne par an depuis 2014). Et **le taux de marge des entreprises du secteur a rebondi à 36,4 %** de la valeur ajoutée (après le recul de 2 points observé entre 2016 et 2018), grâce à la réduction des cotisations patronales conjuguée au CICE : **mécaniquement, l'amélioration d'ensemble du taux de marge connaîtra un contrecoup en 2020 puisque le CICE** (versé au titre de l'exercice 2018 mais enregistré en 2019 par la comptabilité nationale) **sera supprimé**. Enfin, **les créations d'emplois salariés ont été orientées à la hausse** : + 17 400 créations nettes dans l'industrie entre le troisième trimestre 2018 et 2019 et + 13 400 dans la seule industrie manufacturière : cette orientation positive a néanmoins été contrebalancée par le recul de l'emploi intérimaire.
- Si les dépenses d'investissement se sont probablement raffermies de + 4 % en 2019, cadence similaire à celle de 2018, l'embellie pourrait bien s'arrêter là : les industriels interrogés par l'INSEE en octobre dernier ont en effet indiqué anticiper un léger reflux de l'investissement pour 2020.

FRANCE CHIMIE

- **Dans une conjoncture économique pourtant incertaine en 2019, la chimie en France devrait afficher une progression de son activité.** Elle résiste mieux que ses voisins européens et affiche encore à fin octobre une croissance de +1,2 % en volume par rapport à 2018. **Il faut toutefois relativiser cette performance qui tient uniquement à l'expansion des spécialités chimiques et des savons, parfums et produits d'entretien, quand les volumes des chimies minérale et organique, plus exposées aux cycles industriels, sont en replis.**
- La persistance de nombreuses incertitudes économiques et géopolitiques pesant en particulier sur le commerce mondial (tensions commerciales, Brexit) dans le courant de l'année et la baisse de régime de l'industrie en zone euro et en France ont toutefois entraîné une dégradation plus significative du climat des affaires dans la chimie en deuxième partie de l'année. Ainsi, **après un rattrapage des bas niveaux enregistrés l'an passé et une atténuation des ajustements de stocks sur certains marchés, la production chimique devrait se modérer en fin d'année 2019 et début 2020.** Cette tendance pourrait toutefois être un peu atténuée grâce à un marché intérieur encore porteur en 2020.

ASSOCIATION NATIONALE DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES

- **Sur les dix premiers mois de l'année 2019, la production agroalimentaire s'est inscrite en très légère baisse (-0,1 %), au sortir d'une année 2018 de forte baisse (-1,5 %).** Depuis 2017 la production alimentaire a reculé de (-0,4 %). Dans le même temps, dans le reste de l'industrie, elle a progressé de +1,2 %. Plusieurs forces de rappel tirent la production alimentaire vers le bas :
 - **dans l'alimentaire, des difficultés persistantes de recrutement et plus globalement un déficit d'attractivité des métiers.** À ce jour, plus de 25000 emplois demeurent non pourvus dans l'industrie agroalimentaire (IAA) chaque année (contre 50000 dans le reste de l'industrie selon pôle emploi). Premier secteur industriel en termes d'emplois, répartis sur l'ensemble du territoire, l'industrie agroalimentaire française dispose d'un potentiel de développement important ;

- **une contraction des marges, continue depuis dix ans, qui limite directement la capacité d'investissement.** Sur l'ensemble de l'année 2019, le taux de marge des IAA, industrie lourde à forte intensité capitalistique, passe sous celui de l'industrie. Il s'agit d'une situation inédite depuis le début des années 1980. En dix ans, le taux de marge des IAA a reculé de -9 points, alors qu'il est resté globalement stable dans le reste de l'industrie (source : Insee, compte nationaux trimestriels). Dans ce contexte, l'investissement demeure à l'arrêt : 0 % anticipé selon l'Insee pour 2019 et 1 % prévu pour 2020. Les conséquences portent essentiellement sur le vieillissement de l'outil de production, obérant directement le potentiel de production et de croissance du secteur alimentaire ;
- **dans le contexte de food-bashing permanent et d'une mutation des habitudes alimentaires, la consommation s'est contractée en volume de manière inédite** (-1,9 % après déjà -1,4 % en 2018, source Insee) ;
- **l'export, levier de croissance essentiel pour la troisième industrie de France en termes de solde commercial, a confirmé sa bonne tenue en 2019** : sur les douze derniers mois, le solde commercial s'est inscrit à plus de 7 milliards d'euros (source : douanes), les exportations de produits laitiers et de produits à base de céréales ayant notamment été particulièrement dynamiques.

UNION DES INDUSTRIES TEXTILES

- **La production industrielle textile à octobre 2019 enregistre une baisse de -3,8 %.** Sur les neuf premiers mois de l'année, le CA textile & habillement des distributeurs est variable selon les rayons et les circuits de distribution. D'après les données issues du Panel de l'IFM, on constate une meilleure résistance du rayon homme et les chaînes grande diffusion (Kiabi, Gémo, La Halle...) enregistrent des résultats positifs. **Le CA de l'année 2019 devait afficher un recul de -1 % avec une prévision d'amélioration prudente pour 2020 à -0,8 %.**
- **On observe que le marché textile-habillement est arrivé à maturité depuis plusieurs années et nous nous installons durablement autour d'un niveau de consommation proche des 35 milliards d'euros.** Selon REXECODE la consommation des ménages devrait passer de +1,3 % en 2019 à +1,9 % en 2020.
- **Les relais de croissance pour 2020 restent l'export et les textiles à usage technique.** Les exportations textiles françaises ont nettement progressé tout au long de l'année 2019 (+4 % à octobre). **Cette dynamique devrait se poursuivre malgré les incertitudes du commerce mondial.** L'emploi reste bien orienté avec des perspectives de recrutement toujours en hausse.

FÉDÉRATION DES INDUSTRIES DES PEINTURES, ENCRÈS, COULEURS, COLLES ET ADHÉSIFS, PRÉSÉRATION DU BOIS

- La FIPEC représente les industries des peintures, enduits, vernis, des encres d'imprimerie, des couleurs pour l'art, le loisir et l'enseignement, des colles, adhésifs et mastics, des produits pour la préservation du bois, à travers ses 5 syndicats nationaux (**Sipev, Aficam, Afei, Spb et Afcale**).
- Après un premier semestre positif, la croissance se poursuit pour le marché bâtiment, avec en particulier de bons résultats pour les enduits au deuxième semestre. La dynamique est positive pour la peinture anticorrosion, avec une accélération à partir du troisième trimestre 2019. Le marché grand public connaît en revanche un net ralentissement depuis plusieurs mois consécutifs, d'après l'enquête mensuelle réalisée par le Sipev. Le marché de la peinture industrielle suit la production industrielle ainsi que les indicateurs macroéconomique et affiche de bons résultats en 2019. Enfin, le marché de la peinture carrosserie (réparation) est en léger recul, mais l'activité en lien avec la sinistralité automobile, pourrait se développer en fin d'année et début 2020 avec des conditions climatiques hivernales et un mouvement social débuté en décembre, qui incite à une plus forte utilisation des véhicules automobiles. Le marché des constructeurs est en recul, avec un impact important des baisses de production automobile en France.
- L'activité en France pour les colles, mastics et adhésifs (AFICAM) est en croissance sur l'année 2019, soutenue par les marchés professionnels et industrie. En revanche, le marché grand public est en recul en 2019. Le marché professionnel pourrait se dégrader en 2020 compte tenu du ralentissement de la construction et de la baisse des mises en chantier.
- Au troisième trimestre, l'Association des fabricants d'encre d'imprimerie (AFEI) observe un ralentissement de l'activité pour les encres offset, constaté aussi au niveau européen, alors que les encres HF liquides (eau et solvant) sont stables par rapport à la même période en 2018. La production des encres UV et packaging est en expansion et la dynamique devrait continuer en 2020.
- La filière bois fortement influencée par l'activité de la construction et du bois d'emballage ainsi que par le niveau de confiance et de consommation des ménages, notamment les dépenses en biens durables (ameublement), a connu une dynamique favorable en 2019.
- La production des industries fabriquant des produits de préservation du bois (SPB) pourrait ralentir en 2020, menacée par plusieurs facteurs : baisse de la production de la construction, mise sous tension des acteurs de la branche emballage avec des destructions de forêts de résineux et leur impact sur l'offre en bois.

- Les membres de l'Association Fabricants Couleurs Art Loisir Enseignement (AFCALE) réalisent une fin d'année globalement positive. Le marché des beaux-arts est en croissance à fin 2019 alors que le marché des arts créatifs a connu une tendance négative, à l'instar du marché scolaire. Au troisième trimestre 2019, le marché des arts graphiques reste stable par rapport à l'année précédente.

FÉDÉRATION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

- Selon le baromètre des industries mécaniques, la croissance de l'activité a été de + 1,4 % en novembre, en glissement annuel (après + 2,3 % en octobre). En décembre, elle est attendue à + 1,1 %.
- **Dans le secteur de la transformation des métaux, la hausse des ventes a été de +1,9 %** durant les trois premiers trimestres de 2019 en glissement annuel. Cette croissance s'explique par celle enregistrée dans la construction métallique (+ 6,3 %), la hausse des facturations pour la chaudronnerie (+ 2,8 %), la progression des ventes d'articles ménagers et de produits métalliques (+ 2,2 %) tandis que les facturations de la branche sous-traitance (forge et décolletage) ont diminué (- 1,3 %). **Les perspectives des industriels du secteur de la transformation des métaux sont néanmoins mal orientées du fait de l'affaiblissement de la demande étrangère.**
- **Le secteur de l'équipement a continué d'évoluer sur une tendance haussière**, les facturations enregistrant une hausse de + 3,6 % sur les trois premiers trimestres 2019 en glissement annuel.
- **Enfin les facturations dans le secteur de la précision ont enregistré une croissance de +4,6 %** sur les neuf premiers mois de 2019 en glissement annuel. Toutes les catégories d'équipement ont profité de cette hausse, à l'exception de la fabrication de matériels d'optique qui enregistre une baisse du chiffre d'affaire durant les trois premiers trimestres de 2019. **Les perspectives à court terme des industriels sont favorables et continuent de se redresser.**
- **La tendance de l'activité des entreprises mécaniciennes reste favorable au quatrième trimestre de 2019.** Bien que les demandes étrangères soient insuffisantes selon les industriels, **le début de l'année 2020 devrait être marqué par une poursuite de l'augmentation de la production.** La demande intérieure et celle en provenance des pays tiers devraient se maintenir à court terme.

CONSTRUCTION

FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT

- En 2019, le bâtiment a enregistré une croissance de +1,2 % de son activité en volume, soit un rythme proche de celui observé en 2018 (+1,3 %) :

- compte tenu des tendances passées, le logement neuf a connu une petite hausse de +0,8 %, malgré la baisse de près de 10000 mises en chantier sur l'année ;
- le non résidentiel neuf a vu son activité croître de +5,1 %, proche des +6,0 % de 2018, portée par les bureaux et les bâtiments industriels ;
- l'amélioration-entretien a déçu avec une modeste hausse de +0,2 % malgré la belle embellie observée depuis le printemps.

Du côté de l'emploi, la dynamique s'est accélérée en 2019, avec quasiment **+35 000 créations nettes** dont environ 30000 salariés. Ce constat s'avère d'autant plus remarquable que les difficultés de recrutement n'ont cessé de peser.

Enfin, la situation financière des entreprises de bâtiment a encore peiné à profiter véritablement de la croissance de l'activité intervenue ces quatre dernières années. De fait, la hausse des prix bâtiment n'a fait que compenser l'augmentation subie des coûts. En conséquence, les marges n'ont pas décollé.

- En 2020, l'activité progressera de +0,8 % hors effet prix, poursuivant l'atterrisage observé depuis deux ans :
 - malgré une perte de 8000 mises en chantier, la baisse de la production du logement neuf se limitera à 1,0 %, la bonne tenue de l'individuel compensant, en partie, le recul du collectif ;
 - bien qu'en ralentissement, le non résidentiel neuf s'affichera encore en croissance de +2,8 %, soit la quatrième année consécutive de hausse ;
 - l'amélioration-entretien connaîtra une hausse de +0,9 %, sans disparité entre logement et non résidentiel. En revanche, au sein du logement, la rénovation énergétique aidée souffrira de la réforme du CITE au second semestre 2020, une fois terminés les travaux assujettis à l'ancien régime, et sera donc moins dynamique que les autres travaux qui, eux, bénéficieront du haut niveau des transactions de logements anciens observé depuis trois ans.

En lien avec l'activité qui tiendra, le secteur continuera de créer de l'emploi, à hauteur de **+10 000 postes** salariés y compris intérim en équivalent-emplois à temps plein (ETP).

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS

- **L'année 2019 devrait s'achever sur un rythme de croissance élevé pour les Travaux Publics : à fin novembre, les travaux réalisés progressent de +12,5 % en rythme annuel.** Cette dynamique forte est essentiellement imputable à un rattrapage de l'activité après plusieurs années de crise et la nécessité pour les collectivités (en particulier les communes et leurs groupements) d'accélérer dans leurs programmes d'investissement à l'approche des prochaines échéances électorales. La montée en puissance des travaux du Grand Paris Express a également un effet sensible sur la croissance du secteur. En revanche, depuis plusieurs mois, **certains signaux alertent sur un ralentissement à venir de la croissance : les prises de commandes sont en net recul tandis qu'un retournement intervient également concernant le recours à l'intérim.**
- **Dans le contexte d'une période d'élections municipales moins propice à la réalisation de travaux d'infrastructures, l'activité des Travaux Publics devrait atterrir en douceur au cours des premiers mois de l'année 2020 avec un scenario de stabilisation du volume d'activité sur l'ensemble de l'année.** L'activité liée aux communes et intercommunalités (année électorale) devrait en effet reculer, celle liée aux départements (année pré-électorale) de même que celle liée aux opérateurs publics (Grand Paris notamment) resteraient dynamique. L'année 2021 suscite des inquiétudes plus fortes, en particulier en raison de la réforme de la fiscalité locale et du contre coup lié au cycle électoral.

UNION NATIONALE DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

- **Le processus d'atterrissement des rythmes de croissance annuelle de l'activité des matériaux de construction se confirme plus nettement depuis le début de l'automne.** Comme il était attendu, les résultats du mois de novembre, impactés par une pluviométrie supérieure à la normale dans de nombreuses régions de France, viennent renforcer ce ralentissement : sur le trimestre septembre-octobre-novembre, la production de granulats a reculé de -1,6 % par rapport au trois mois précédents et celle de béton prêt à l'emploi de -1,1 %. Sur les onze premiers mois de l'année, la production de granulats a progressé de +1,1 % en rythme annuel et celle de BPE de +0,9 % (à comparer avec +0,8 % et +2,9 % l'année dernière à la même période).

- **Il ne faudra pas compter sur le mois de décembre et ses trois semaines de grèves et de blocages logistiques pour modérer la tendance.** La fin d'année risque donc de se solder par un coup de frein sensible alors même que les indicateurs et enquêtes témoignaient encore d'une relative solidité. Très largement supérieurs à leurs niveaux moyens de long terme dans le bâtiment comme dans les travaux publics, les indicateurs de confiance semblent cependant avoir atteint un point haut, suggérant que le cycle est arrivé à maturité.

SERVICES

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'ASSURANCE

- La hausse de l'épargne financière des ménages constatée en 2019 se répercute en partie sur l'assurance vie, dont la collecte nette de janvier à fin novembre s'établit à 25,2 milliards d'euros, supérieure de 3 milliards d'euros à celle de 2018 sur la même période. Cependant, **cette progression reste inférieure à celle constatée sur les placements financiers liquides à disposition des ménages** (compte à vue, livret A, autres comptes sur livret).
- S'agissant de l'assurance dommages des particuliers, **les cotisations en assurance automobile et habitation croissent** (en lien notamment avec l'évolution de la matière assurable c'est à dire le parc automobile et le nombre de logements) **alors que la fréquence des sinistres baisse**. En automobile, les coûts moyens des réparations augmentent ce qui compense la baisse des fréquences et implique en définitive une hausse des prestations versées. En habitation, l'excédent de pluviométrie de 80 % enregistrée en novembre, auquel s'ajoutent plusieurs épisodes méditerranéens, ont engendré une forte hausse des sinistres en novembre (tempête-grêle-neige et dégâts des eaux). L'orientation des fréquences demeure cependant favorable depuis le début de l'année. L'assurance des professionnels suit pour sa part l'évolution de l'activité économique. Enfin, l'assurance construction bénéficie notamment du fait que le secteur du bâtiment demeure bien orienté, soutenu par des conditions favorables de crédit.
- **Le marché de l'assurance santé poursuit sur sa tendance croissante** dans un contexte de vieillissement de la population et d'accroissement du poids des organismes complémentaires dans le financement des dépenses de santé. En cumul sur les trois premiers trimestres de l'année, les prestations versées ont cru plus rapidement que les cotisations.

FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE

- **Les banques françaises continuent à assurer le financement des ménages et des entreprises**, contribuant au dynamisme de l'activité. À fin octobre 2019, l'encours de crédits à l'économie s'élève à 2 534 milliards d'euros, en croissance annuelle de +6,3 % (source : Banque de France) :
- Les crédits aux entreprises représentent 1 066 milliards d'euros à fin octobre 2019 et une croissance en hausse de 6,4 % sur un an (source : Banque de France), alors que celle de la zone euro n'est que de 3,1 % (source : BCE).
- Plus d'1,1 million de PME sont financées par le crédit en France et bénéficient de taux favorables. Depuis 2008, les taux d'intérêt pratiqués pour les nouveaux crédits aux PME sont bas en France : 1,74 %, avec une différence de 18 points de base comparée à la moyenne de la zone euro qui est de 1,92 % (source : BCE, séries statistiques des taux des nouveaux crédits inférieurs à 1 million d'euros et dont la période de fixation est de moins de 1 an, à fin octobre 2019).
- L'accès des PME aux crédits d'investissement reste très aisé : 96 % des PME obtiennent (en totalité ou à plus de 75 %) les crédits souhaités. L'accès aux crédits de trésorerie est aussi élevé : 87 % des PME obtiennent totalement ou en grande partie les crédits demandés (source : Banque de France, troisième trimestre 2019, enquête auprès de 4 000 PME et 2 500 TPE).
- Les banques financent les projets de logement ou de consommation des ménages de façon dynamique. L'encours des crédits aux particuliers atteint 1 288 milliards d'euros, en hausse de 6,5 % sur un an à fin octobre 2019 (source : Banque de France).
- Le financement du logement représente 1 066 milliards d'euros d'encours à fin octobre 2019 soit plus de 80 % des crédits aux particuliers. Il progresse de 6,7 % en France (source : Banque de France) contre +3,7 % pour la zone euro (source : BCE, à fin octobre 2019). Les banques pratiquent un crédit responsable : elles prêtent selon des capacités de remboursement raisonnables et dans un souci de protection de leurs clients. Les emprunteurs bénéficient de taux d'intérêt particulièrement bas : 1,23 % en moyenne (source : Banque de France, nouveaux crédits immobiliers, tous montants, long terme et à taux fixe, à fin octobre 2019).

- **Les principales banques françaises enregistrent sur les neuf premiers mois de l'année 2019 une activité satisfaisante, malgré un contexte défavorable** (une croissance économique qui ralentit mais reste positive en Europe, un environnement de taux durablement bas, un environnement de marché adverse, une hausse de la contribution au FRU). Sur cette période, le produit net bancaire des principales banques françaises reste globalement stable à 94,6 milliards d'euros, contre 94,5 milliards d'euros un an plus tôt. Le coût du risque atteint 5,3 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2019 (+17,4 % sur un an). Le résultat net part du groupe s'élève à 16,2 milliards d'euros (source : FBF).
- **Les banques françaises continuent de renforcer leur solidité en 2019** : au 30 septembre 2019, les grands groupes bancaires français ont tous des ratios CET1 supérieurs ou égaux à 12 %. Le ratio CET1 *fully-loaded* moyen est de 13,85 %, en progression de +0,55 point sur un an. Le ratio de levier (sans mesure transitoire) s'établit quant à lui à 4,50 % à fin septembre 2019, contre 4,40 % un an plus tôt (source : FBF).

FÉDÉRATION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

- **L'activité du commerce alimentaire généraliste s'est de nouveau contractée au cours des derniers mois.** Le chiffre d'affaires des hypers et des supermarchés a reculé en valeur au cours des 11 premiers mois de l'année (-0,5 % pour le secteur, dont -0,8 % pour les hypermarchés et -0,3 % pour les supermarchés). Dans le détail, les ventes de produits non alimentaires ont reculé de 1,8 % dans les GMS et celles de produits alimentaires de -0,5 % (source : INSEE).
- À noter également un recul des volumes : selon les données des panélistes, qui suivent le marché des produits de grande consommation (alimentation + parfumerie-hygiène-beauté), les ventes en volume de PGC ont reculé de -1,1 % en CAM au 1^{er} décembre 2019. L'effet valorisation permet cependant au marché de progresser de 1 % en valeur (source : Nielsen).
- Quid de l'impact des mouvements sociaux de décembre ? À ce stade, la FCD ne dispose pas d'éléments chiffrés sur le bilan du mois de décembre pour la grande distribution alimentaire. Néanmoins, **il ne semblerait pas que le secteur ait été trop défavorablement impacté par les grèves. Le mois de décembre ne s'annonce toutefois pas très bon, mais cela serait plutôt une prolongation des tendances observées au cours des derniers mois** : contraction des volumes et effet des promotions sur l'alimentaire.

- **Les perspectives à court terme ne semblent pas très favorables.** En particulier, rien ne permet d'envisager une inversion de la tendance au recul des volumes. La dernière enquête INSEE sur le moral des ménages indique d'ailleurs un repli de l'indicateur, le premier depuis un an, ce qui n'est pas de bon augure pour la consommation. L'effet valorisation (premiumisation, bio...) devrait toutefois permettre de conserver une croissance positive sur les produits de grande consommation.

PRISMEMPLOI

- **Au cours des onze premiers mois de l'année 2019 (comparés à la même période de 2018), l'emploi intérimaire a diminué de -4,3 %.** Les évolutions mensuelles ont été comprises entre -0,6 % et -6,7 % marquant une relative homogénéité au cours de la période. Cette contraction correspond à une baisse d'environ -35000 emplois intérimaires en équivalent temps plein qu'il faut toutefois nuancer : celle-ci intervient après **quatre années consécutives de développement au cours desquelles +280 000 emplois intérimaires ont été créés** ; parallèlement à l'intérim, le **CDI intérimaire se déploie au rythme de +25 000 contrats supplémentaires recrutés par les agences d'emploi en 2019**, permettant de limiter les effets de la baisse des contrats d'intérim à -10000.
- Les évolutions sont contrastées en fonction des secteurs :
 - avec -7,9 %, **c'est dans l'industrie que la dégradation a été la plus accentuée** (avec des baisses mensuelles relativement stables). Ce secteur utilisateur affronte en même temps plusieurs vents contraires : durcissement de la conjoncture internationale, difficultés spécifiques du marché allemand et profonde mutation de la construction automobile... Dans ce contexte, l'intérim qui joue souvent le rôle de variable d'ajustement à la hausse comme à la baisse, a été impacté en premier lieu ;
 - **le BTP a connu en revanche en 2019 des tendances mensuelles contrastées comprises entre -3,2 % et +12,9 %.** Cette variabilité s'explique car l'intérim y joue un rôle central pour affronter les fluctuations d'activité, très marquées dans ce secteur, tant pour des raisons climatiques que conjoncturelles. En moyenne au cours des onze premiers mois de l'année, l'intérim y progresse de +3,4 % ;
 - la légère dégradation du secteur du commerce (-1,9 %) masque également des évolutions mensuelles heurtées, liées aux comportements de consommations sans doute perturbés par les crises sociales ;

- après avoir été le secteur le plus dynamique entre 2015 et le premier semestre 2018, **le secteur transports et logistique se situe en dessous de la moyenne des secteurs** avec -7,3 %. Celui-ci, comme l'industrie, est particulièrement exposé au commerce extérieur, en partie responsable de la baisse. Cette dégradation doit toutefois être mise en perspective avec un effet de base élevé : l'intérim a augmenté depuis 2015 de 45 % dans ce secteur, soutenu en premier lieu par les activités logistique. En outre la dégradation tend à s'atténuer au troisième trimestre et cette activité progresser de nouveau en fin d'année,
- tout comme en 2018, **en 2019 les services apparaissent comme un relais de croissance** (+2 %) pour le travail temporaire sous le double effet d'un développement de l'emploi dans ces secteurs et d'une progression du recours à l'intérim.

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS

- **L'année 2019 est marquée par le ralentissement de l'activité économique dans le transport routier de marchandises**, après une année 2017 favorable et une année 2018 qui présentait déjà des signes de fléchissement.
- Au premier semestre 2019, selon l'indicateur européen de référence des tonnes-kilomètres, le volume d'activité dans le TRM français baisse de -0,6 %, du fait, essentiellement, de la régression de l'activité du compte propre de 3,9 %. **En octobre, Les chefs d'entreprises considèrent que leur activité de fin d'année va continuer à se dégrader, après quatre trimestres consécutifs de baisse.** Elle se situe, désormais, en dessous de sa moyenne à long terme.
- En 2019, Les difficultés de recrutement du personnel roulant persistent. 64 % des chefs d'entreprises estiment avoir des difficultés de recrutement, très au-dessus de sa moyenne à long terme (31 %). **Pour la fin de l'année, le recrutement de conducteurs salariés resterait stable dans un contexte d'incertitudes liées aux nouvelles mesures fiscales et sociales qui impactent le secteur en 2020.**

FÉDÉRATION SYTEC

- **Les dernières données disponibles indiquent une dynamique à la hausse des activités de services à haute valeur ajoutée en France par rapport à l'année précédente, malgré un contexte international défavorable** notamment marqué par le Brexit, des tensions sino-américaines et des signes de ralentissement chez nos voisins européens. Cependant, les professions de services à haute

valeur ajoutée sont toujours marquées par des difficultés de recrutement de profils qualifiés, pouvant limiter les possibilités de croissance de l'activité des entreprises, particulièrement dans le numérique et l'ingénierie.

- La croissance en 2019 dans le secteur du **numérique** a été de +4,2%, soutenue par les projets de transformation numérique (+3,1 % dans le conseil et les services, +6,6 % dans l'édition de logiciels, +5 % dans le conseil en technologies). **Les sociétés du secteur du numérique se projettent positivement en 2020** : plus de deux tiers des entreprises envisagent une croissance de leur chiffre d'affaires.
- **Le secteur du conseil anticipe une poursuite de la croissance de l'activité en 2020.** Avant les grèves, les prévisions des différents métiers du conseil étaient en hausse : autour de 2 % pour les métiers comme les études marketing et le conseil en recrutement, à plus de 10 % dans des secteurs comme le conseil en stratégie et management. À ces bonnes perspectives, il faut néanmoins associer une crainte, souvent partagée, du ralentissement des services financiers.
- **L'ingénierie** est caractérisée par une croissance de près de +4 % en 2019. Les chefs d'entreprise affichent un optimisme fort, pour 73 % d'entre eux, leurs carnets de commande vont augmenter en 2020, entraînant, de fait, des prévisions de la masse salariale en hausse. L'ingénierie reste un secteur dynamique, soutenu par plusieurs grands projets (Grand Paris Express, grand carénage nucléaire, rénovation du réseau ferré...). **Le secteur anticipe globalement la création d'environ 9 000 emplois nets par an jusqu'en 2021.**
- **Les effets de la récente grève sont pour l'instant visibles seulement dans l'évènementiel** : si la croissance du secteur est de près de +4 % sur l'année, elle a été impactée par les mouvements sociaux (baisse de la fréquentation de 5 à 30 %, reports d'évènements, annulations de prestations...). Les professionnels ont majoritairement anticipé la grève et investi dans des dispositifs particuliers (gratuité des parkings, mise en place de navettes, télétravail pour leurs collaborateurs...). Ils s'inquiètent néanmoins de l'impact des grèves sur la durée, le mois de décembre n'étant le pic d'activité que pour les foires et salons.